



Voici les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2014, terminé le 30 septembre 2013.

- Le bénéfice net a totalisé 133,3 millions de dollars, en hausse de 3,6 millions de dollars ou 2,8 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) s'est établi à 240,4 millions de dollars, en hausse de 24,8 millions de dollars ou 11,5 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 2,230 milliards de dollars, en hausse de 484,9 millions de dollars ou 27,8 %.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis respectivement à 0,68 \$ et à 0,67 \$ pour le trimestre, soit une hausse de 3,0 %, comparativement à un BPA de base de 0,66 \$ et à un BPA dilué de 0,65 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audité)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	30 septembre 2013	30 septembre 2012	30 juin 2013
Revenus	2 230,3	1 745,4	2 173,5
BAIIA	240,4	215,6	242,1
Bénéfice net	133,3	129,7	136,7
BPA			
De base	0,68	0,66	0,70
Dilué	0,67	0,65	0,69

- Le 1^{er} avril 2013, la Société a réaligné sa structure de présentation de l'information financière en lien avec sa structure d'exploitation, et présente maintenant l'information en fonction de trois secteurs géographiques : le Secteur Canada, le Secteur USA et le Secteur International. Les chiffres comparatifs ont été reclassés afin de refléter cette nouvelle structure d'information.
- L'acquisition de Morningstar Foods, LLC (l'acquisition de Morningstar) conclue le 3 janvier 2013, laquelle a été renommée Saputo Dairy Foods USA, LLC, a contribué aux revenus et au BAIIA du Secteur USA pour le trimestre.
- Dans le Secteur USA, le prix moyen du bloc¹ par livre de fromage a diminué de 0,02 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, donnant lieu à une baisse des revenus. Également dans le Secteur USA, les facteurs du marché ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA.
- Le BAIIA du Secteur Canada a légèrement augmenté en raison de l'incidence positive d'une combinaison favorable de produits, ayant contrebalancé la hausse des coûts.
- Le BAIIA du Secteur International a augmenté par suite de l'augmentation des prix sur le marché international.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre a eu une incidence positive sur les revenus et le BAIIA, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,23 \$ par action, payable le 13 décembre 2013 aux actionnaires ordinaires inscrits le 3 décembre 2013.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audité)

	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Revenus	4 403,9	3 443,7
BAIIA	482,5	418,6
Bénéfice net	270,0	251,5
BPA		
De base	1,38	1,27
Dilué	1,36	1,25

¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 30 septembre 2013 et le 7 novembre 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes, en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses charges d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant au rapport annuel 2013 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 30 septembre 2013 se sont élevés à 2,230 milliards de dollars, en hausse de 484,9 millions de dollars ou 27,8 % comparativement à 1,745 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Morningstar. La hausse est également attribuable à une augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les Secteurs Canada et International, ainsi qu'à une meilleure combinaison de produits dans le Secteur Canada. Une baisse des volumes de ventes de fromage dans le Secteur USA, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, a en partie contrebalancé cette hausse. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 10 millions de dollars.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, les revenus ont totalisé 4,404 milliards de dollars, en hausse de 960,2 millions de dollars ou 27,9 % comparativement à 3,444 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Morningstar est le principal facteur ayant contribué à cette hausse. La hausse est aussi partiellement attribuable à des volumes de ventes plus élevés, à une augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les Secteurs Canada et International, ainsi qu'à une meilleure combinaison de produits dans le Secteur Canada. Par ailleurs, l'incidence positive de l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage dans le Secteur USA, en partie contrebalancée par la diminution des volumes de ventes de fromage dans ce secteur, a également contribué à la hausse. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 4 millions de dollars.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA)** du deuxième trimestre de l'exercice 2014 s'est établi à 240,4 millions de dollars, en hausse de 24,8 millions de dollars ou 11,5 % comparativement à 215,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par le BAIIA tiré de l'acquisition de Morningstar. L'augmentation du BAIIA est aussi attribuable à une augmentation des prix de vente dans le Secteur International ainsi qu'à une combinaison favorable de produits dans le Secteur Canada. Des facteurs du marché défavorables et une diminution des volumes de ventes de fromage dans le Secteur USA ont en partie contrebalancé l'augmentation du BAIIA. La fluctuation du dollar canadien a eu une incidence favorable sur le BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, le BAIIA s'est établi à 482,5 millions de dollars, en hausse de 63,9 millions de dollars ou 15,3 % comparativement à 418,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par le BAIIA tiré de l'acquisition de Morningstar. L'augmentation du BAIIA est aussi attribuable à une augmentation des prix de vente dans le Secteur International ainsi qu'à une combinaison favorable de produits dans le Secteur Canada. Des facteurs du marché défavorables et une diminution des volumes de ventes de fromage dans le Secteur USA ont en partie contrebalancé cette augmentation. De plus, dans le secteur USA, la décision du Department of Food and Agriculture de la Californie visant à appliquer une augmentation de prix temporaire pour le coût du lait en Californie, de même que la hausse des coûts d'exploitation au Canada et aux États-Unis, ont eu une incidence négative sur le BAIIA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une augmentation du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 a totalisé 35,7 millions de dollars, en hausse de 8,6 millions de dollars comparativement à 27,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, la charge d'amortissement a totalisé 70,0 millions de dollars, en hausse de 15,7 millions de dollars comparativement à 54,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation de l'amortissement pour les périodes de trois et six mois est essentiellement liée à l'acquisition de Morningstar et reflète également les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les **charges d'intérêts nettes** se sont accrues de 10,1 millions de dollars et de 19,0 millions de dollars, respectivement, au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des emprunts, en raison de l'acquisition de Morningstar.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le deuxième trimestre de l'exercice 2014 ont totalisé 54,8 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 29,1 % comparativement à 28,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013 ont totalisé 110,6 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 29,1 % comparativement à 28,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 133,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013 comparativement à 129,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, le bénéfice net a totalisé 270,0 millions de dollars comparativement à 251,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat reflète les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2014		2013				2012	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	2 230,3	2 173,5	2 053,3	1 800,6	1 745,4	1 698,3	1 703,5	1 796,5
BAIIA	240,4	242,1	229,7	212,5	215,6	203,0	201,0	207,3
Bénéfice net	133,3	136,7	100,5	130,0	129,7	121,8	(2,6)	129,8
Bénéfice net ajusté ¹	133,3	136,7	129,2	130,0	129,7	121,8	122,4	129,8
BPA								
De base	0,68	0,70	0,51	0,66	0,66	0,61	0,00	0,64
Dilué	0,67	0,69	0,51	0,65	0,65	0,60	0,00	0,64
BPA ajusté ¹								
De base	0,68	0,70	0,65	0,66	0,66	0,61	0,62	0,64
Dilué	0,67	0,69	0,65	0,65	0,65	0,60	0,61	0,64

¹. Le bénéfice net ajusté et le bénéfice ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du rapport de gestion figurant au rapport annuel 2013 de la Société pour avoir une définition de ces termes.

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1, 2}	(17)	12	5	8	10	(14)
Réduction de valeur des stocks	-	-	-	-	-	(3)
Taux de change du dollar américain ¹	4	1	-	(3)	2	3

¹. Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

². Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	228 229	218 722	441 069	441 341
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	182 317	184 683	301 907	329 542
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(45 375)	(31 086)	(96 295)	(59 506)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(128 947)	(182 478)	(214 865)	(270 126)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 995	(28 881)	(9 253)	(90)

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 228,2 millions de dollars comparativement à 218,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 9,5 millions de dollars. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 441,1 millions de dollars comparativement à 441,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,2 million de dollars. La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013 s'est élevée à 182,3 millions de dollars et à 301,9 millions de dollars, respectivement, comparativement à 184,7 millions de dollars et à 329,5 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces variations sont essentiellement attribuables à la hausse des intérêts et des impôts sur les bénéfices payés.

Les **activités d'investissement** ont principalement consisté en des ajouts d'immobilisations d'un montant de 47,4 millions de dollars et de 97,5 millions de dollars pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, respectivement.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, les **activités de financement** comprenaient, respectivement, une hausse de 48,9 millions de dollars et de 72,8 millions de dollars des emprunts bancaires, l'émission d'actions pour une contrepartie en espèces de 6,4 millions de dollars et de 16,2 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, le rachat d'actions pour un montant total de 59,8 millions de dollars et de 140,0 millions de dollars conformément au programme de rachat dans le cours normal des activités de la Société, et le remboursement d'une tranche de 38,6 millions de dollars et de 78,1 millions de dollars de la dette à long terme, ainsi que le versement de dividendes de 85,8 millions de dollars au cours du deuxième trimestre.

Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Actif à court terme	1 517 860	1 512 556
Passif à court terme	1 348 485	1 226 647
Fonds de roulement	169 375	285 909
Ratio du fonds de roulement	1,13	1,23

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 093	43 177
Emprunts bancaires	246 689	181 865
Dette à long terme	1 476 211	1 548 300
Capitaux propres	2 393 415	2 305 672
Ratio de la dette portant intérêt ¹ sur les capitaux propres	0,71	0,73
Nombre d'actions ordinaires	194 196 187	196 619 440
Nombre d'options d'achat d'actions	9 656 554	8 375 931

¹. Nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 30 septembre 2013, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 35,1 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 362 millions de dollars. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 31 octobre 2013, 194 165 996 actions ordinaires et 9 483 808 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relativement au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certains contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Dettes à long terme	Loyers minimaux	Total	Dettes à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	264 545	23 209	287 754	152 400	21 736	174 136
De 1 à 2 ans	204 166	15 827	219 993	313 200	16 103	329 303
De 2 à 3 ans	370 000	11 445	381 445	150 000	12 549	162 549
De 3 à 4 ans	637 500	8 269	645 769	932 700	8 520	941 220
De 4 à 5 ans	-	6 473	6 473	-	6 890	6 890
Plus de 5 ans	-	16 857	16 857	-	18 615	18 615
	1 476 211	82 080	1 558 291	1 548 300	84 413	1 632 713

BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 30 septembre 2013, comparativement à ceux au 31 mars 2013, les variations sont attribuables aux fluctuations normales d'exploitation.

SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux arrangements hors bilan, aux garanties, aux opérations entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité, nous vous invitons à prendre note de la discussion contenue dans le rapport annuel 2013 de la Société (pages 19 à 26 du rapport de gestion).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, au meilleur de leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, qu'il n'y a eu, au 30 septembre 2013, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATION SECTORIELLE

Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	920,5	896,0	856,0	937,9	892,2	891,9
BAIIA	116,7	115,7	119,1	123,4	116,2	118,0

Le Secteur Canada comprend la Division Produits laitiers (Canada) et la Division Boulangerie. La Division Boulangerie représente environ 4 % des revenus du Secteur.

Revenus

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 920,5 millions de dollars, en hausse de 28,3 millions de dollars comparativement à 892,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au sein de la Division Produits laitiers (Canada), l'ensemble des volumes de ventes ont été semblables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les volumes de ventes de fromage, de beurre et de produits laitiers à valeur ajoutée ont enregistré une légère hausse, tandis que les volumes de ventes de lait traditionnel et de jus ont affiché une légère baisse. Ces facteurs ont eu une incidence positive sur la combinaison de produits, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus. Par ailleurs, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, a également contribué à l'accroissement des revenus. Malgré une diminution de la consommation de lait nature par habitant, la Société a conservé sa position de chef de file sur le marché. Au sein de la Division Boulangerie, les volumes de ventes ont légèrement augmenté.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 1,817 milliard de dollars, en hausse de 32,5 millions de dollars comparativement à 1,784 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait, ainsi qu'à une combinaison favorable de produits dans la Division Produits laitiers (Canada), étant donné que la hausse des volumes de ventes de fromage a compensé la baisse des volumes de ventes de beurre, de produits laitiers à valeur ajoutée et de jus. Les volumes de ventes dans la Division Boulangerie ont également augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, le BAIIA s'est chiffré à 116,7 millions de dollars, en hausse de 0,5 million de dollars ou 0,4 %, comparativement à 116,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. En ce qui a trait à la Division Produits laitiers (Canada), une hausse des coûts de fabrication a contrebalancé une combinaison favorable de produits. Le BAIIA de la Division Boulangerie a enregistré une légère hausse pour le trimestre, en raison de la baisse des coûts d'exploitation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 232,4 millions de dollars, en baisse de 1,8 million de dollars ou 0,8 %, comparativement à 234,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Une combinaison favorable de produits au Canada a été contrebalancée par une hausse des coûts de fabrication. L'augmentation des volumes de ventes et la baisse des coûts d'exploitation dans la Division Boulangerie ont quelque peu contribué au BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 078,6	1 053,3	971,3	663,5	632,7	581,5
BAIIA	107,9	112,6	103,1	80,8	89,1	70,8

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1 2}	(17)	12	5	8	10	(14)
Taux de change du dollar américain ¹	4	1	-	(3)	2	3

^{1.} Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

^{2.} Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,735	1,779	1,668	1,955	1,750	1,539
Prix de clôture du bloc ¹ par livre de fromage	1,765	1,638	1,693	1,760	2,075	1,650
Prix de marché moyen du lactosérum ² par livre	0,580	0,580	0,580	0,620	0,550	0,500
Écart ³	0,041	0,046	0,017	0,028	0,060	0,072
Taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁴	1,039	1,023	1,009	0,991	0,995	1,010

^{1.} Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

^{2.} Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le *Dairy Market News*.

^{3.} L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

^{4.} Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

Revenus

Les revenus du Secteur USA se sont élevés à 1,079 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, en hausse de 445,9 millions de dollars comparativement à 632,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Morningstar. Les volumes de ventes de fromage ont diminué au cours du trimestre, principalement dans les segments de la restauration et industriel, en raison de la concurrence accrue sur le marché, ce qui a entraîné une diminution des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage, lequel s'est établi à 1,73 \$ US au deuxième trimestre de l'exercice 2014 contre 1,75 \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, a entraîné une diminution des revenus d'environ 3 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar canadien a contribué à augmenter les revenus d'environ 26 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 2,132 milliards de dollars, en hausse de 917,7 millions de dollars comparativement à 1,214 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Morningstar. Par ailleurs, l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours des six premiers mois de l'exercice 2014, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 48 millions de dollars. La diminution des volumes de ventes de fromage a en partie contrebalancé cette hausse. L'affaiblissement du dollar canadien a contribué à augmenter les revenus d'environ 34 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, le BAIIA s'est établi à 107,9 millions de dollars, en hausse de 18,8 millions de dollars ou 21,1 % comparativement à 89,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'inclusion de l'acquisition de Morningstar. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 1,73 \$ US pour le trimestre, en baisse de 0,02 \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence défavorable sur l'absorption des frais fixes. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le prix d'ouverture du bloc s'est établi à 1,64 \$ US, tandis que le prix de clôture s'est établi à 1,77 \$ US, soit une augmentation de 0,13 \$ US, comparativement à un prix d'ouverture de 1,65 \$ US et à un prix de clôture de 2,08 \$ US, soit une augmentation de 0,43 \$ US, pour l'exercice précédent. L'écart net pour ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence défavorable sur la réalisation des stocks. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence négative d'environ 17 millions de dollars sur le BAIIA. De plus, durant le trimestre, les volumes de ventes de fromage moins élevés, l'augmentation des coûts de l'essence et d'autres coûts d'exploitation, ainsi que la hausse des coûts du lait causée par la nouvelle formule temporaire d'établissement du prix du lait en Californie, partiellement contrebalancés par une efficacité accrue, ont eu une incidence négative sur le BAIIA. L'affaiblissement du dollar canadien comparativement au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 4 millions de dollars sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 220,5 millions de dollars, en hausse de 60,6 millions de dollars comparativement à 159,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'inclusion de l'acquisition de Morningstar. La baisse des volumes de ventes de fromage, la hausse des coûts de l'essence, de promotion et d'autres coûts d'exploitation ainsi que l'incidence négative de la hausse des coûts du lait causée par la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie ont eu une incidence négative sur le BAIIA, ayant en partie contrebalancé l'accroissement de l'efficacité, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013, les facteurs du marché ont entraîné une diminution du BAIIA d'environ 5 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien comparativement au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 5 millions de dollars sur le BAIIA.

Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	231,2	224,2	226,0	199,3	220,5	225,0
BAIIA	15,8	13,8	7,5	8,3	10,3	14,2

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2014		2013			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Réduction de valeur des stocks	-	-	-	-	-	(3)

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Argentine) et la Division Ingrédients laitiers. La Division Ingrédients laitiers comprend les ventes nationales et d'exportation d'ingrédients, ainsi que l'exportation de fromages de nos divisions nord-américaines. La Division Produits laitiers (Europe) a cessé ses activités au premier trimestre de l'exercice 2014, comme il a été annoncé à la fin de l'exercice 2013, et ses résultats sont inclus dans les chiffres comparatifs.

Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 231,2 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 10,7 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Argentine) est attribuable à la hausse des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, ainsi qu'à des volumes de ventes plus élevés. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la diminution des volumes de ventes qui a contrebalancé une combinaison favorable de produits. De plus, la cessation des activités en Europe a entraîné une baisse d'environ 16 millions de dollars des revenus du Secteur. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 16 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 455,4 millions de dollars, en hausse de 9,9 millions de dollars comparativement à 445,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Argentine) est attribuable à la hausse des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, ainsi qu'à des volumes de ventes plus élevés. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des volumes de ventes moins élevés et d'une baisse des prix de vente sur le marché international. De plus, la cessation des activités en Europe a entraîné une baisse d'environ 25 millions de dollars des revenus du Secteur. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 30 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur International s'est élevé à 15,8 millions de dollars, soit une hausse de 5,5 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers a légèrement reculé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison des prix de vente moins élevés sur le marché international et de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 29,6 millions de dollars, soit une hausse de 5,0 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation ainsi que de l'augmentation des volumes de ventes. Le BAIIA enregistré à l'exercice précédent comprenait une réduction de valeur des stocks de 2,5 millions de dollars découlant d'une chute des prix de vente vers la fin du premier trimestre de l'exercice précédent. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, car la hausse des volumes de ventes a compensé la baisse des prix de vente sur le marché international ainsi que les coûts d'exploitation plus élevés.

PERSPECTIVES

La Division Produits laitiers (Canada) poursuit ses efforts en vue d'accroître les volumes de ventes dans les catégories des fromages et du lait nature, y compris la catégorie des produits laitiers à valeur ajoutée, laquelle présente un potentiel de croissance élevé. La division cherchera à investir dans les catégories de produits, notamment la catégorie des fromages de spécialité, avec l'intention de maximiser l'accessibilité au Canada en utilisant son réseau de distribution national. Les investissements en immobilisations au sein de certaines de nos installations canadiennes, annoncés en mars 2013 dans le cadre du projet de regroupement d'usines au cours de l'exercice 2014, progressent également comme prévu. Par ailleurs, la Société continuera de mettre l'accent sur l'accroissement des volumes de ventes dans la catégorie des petits gâteaux, principalement au moyen de l'augmentation des ventes sur le marché américain. Le 18 octobre 2013, le Canada et l'Union européenne ont conjointement annoncé la conclusion d'une entente de principe sur l'Accord économique et commercial global (AECG). Les parties tenteront maintenant de s'entendre sur le texte officiel de l'AECG et de le ratifier, ce qui devrait prendre environ deux ans. Par la suite, la mise en œuvre de l'AECG devrait se faire progressivement sur plusieurs années. Une fois que l'accord sera entièrement mis en œuvre, le volume annuel de fromages fabriqués en Europe pouvant être importés sur le marché canadien à un tarif préférentiel doublera pour atteindre un volume estimatif de 30 000 tonnes.

Le Secteur USA poursuivra l'intégration de la Division Aliments laitiers (USA) en vue d'apporter des améliorations supplémentaires et de repérer des synergies et des occasions sur le marché. Par ailleurs, le Secteur cherchera à accroître les volumes et évaluera les occasions dans la catégorie des fromages de spécialité. L'amélioration de l'efficacité, tant dans les installations de fabrication que dans les installations de distribution aux États-Unis, demeure une priorité pour l'exercice 2014. Nous continuerons de surveiller les fluctuations au sein du marché des produits laitiers et mettrons en œuvre les mesures appropriées pour limiter l'incidence sur nos activités. Nous continuerons de chercher des moyens d'atténuer l'incidence de la hausse des coûts du lait découlant des modifications apportées à la formule d'établissement du prix du lait en Californie. Le 21 juin 2013, le *Department of Food and Agriculture* de la Californie (CDFA) a adopté un autre changement temporaire à la formule d'établissement du prix du lait en Californie. Cette mesure temporaire devait s'appliquer du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2013. Cependant, le 22 octobre 2013, le CDFA a annoncé sa décision de prolonger cette augmentation de prix temporaire jusqu'au 30 juin 2014. Pour les six prochains mois avant la fin de l'exercice, cette augmentation du prix du lait de catégorie 4b devrait avoir une incidence négative sur le BAIIA d'environ 3 millions de dollars US.

Le Secteur International continuera de faire face à des défis liés au coût de la matière première, le lait, tout en demeurant concurrentiel à l'égard des prix de vente sur le marché international. Le Secteur s'attend à ce que le prix et la demande pour les produits laitiers sur le marché international demeurent aux niveaux actuels jusqu'à la fin de l'exercice 2014. Le projet d'agrandissement visant à accroître graduellement notre capacité manufacturière au sein de la Division Produits laitiers (Argentine) progresse comme prévu. Le Secteur continuera également à mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité globale.

Le 7 octobre 2013, la Société a fait l'annonce d'une offre publique d'achat visant la société laitière australienne Warrnambool Cheese and Butter Factory Company Holdings Limited (Warrnambool). Les administrateurs de Warrnambool ont, à l'unanimité, recommandé aux actionnaires de Warrnambool d'accepter l'offre de la Société, en l'absence d'une proposition supérieure. L'offre, qui a été déposée le 30 octobre 2013, est assujettie à un nombre limité de conditions (y compris l'autorisation requise pour un investissement étranger et le dépôt de plus de 50 % des actions). D'après le capital-actions émis actuel de Warrnambool, le prix d'achat de toutes les actions de Warrnambool serait d'environ 444 millions de dollars et sera financé au moyen d'un nouveau prêt bancaire à terme de trois ans de 500 millions de dollars de la Société. Veuillez vous reporter à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Rien ne garantit que l'offre de la Société réussira en totalité ou en partie, étant donné que Warrnambool est également visée par d'autres offres publiques d'achat et propositions non sollicitées.

La Société a l'intention de racheter, dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités (programme de rachat), à des fins d'annulation, jusqu'à concurrence de 9 708 299 actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2013. Un exemplaire de la notice relative au programme de rachat peut être obtenu sans frais, sur demande, auprès du secrétaire de la Société. Ces rachats seront effectués en conformité avec la réglementation applicable sur une période de 12 mois commençant le 15 novembre 2013 et prenant fin le 14 novembre 2014, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La contrepartie payée par la Société pour toutes les actions ordinaires rachetées sur le marché libre en vertu du programme de rachat sera versée en espèces au cours du marché de ces actions au moment de l'achat. Les rachats effectués au moyen de conventions de gré à gré, conclues en vertu du programme de rachat, seraient à un prix inférieur au cours du marché en vigueur des actions ordinaires au moment de l'achat, comme le prévoit la dispense pertinente. Dans le cadre du programme de rachat, la Société mettra en place un régime de rachat automatique qui lui permettra d'établir des instructions standards quant à la manière dont les actions ordinaires seront rachetées au cours des périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. La Société estime que le rachat de ses propres actions peut, en certaines circonstances appropriées, constituer un investissement responsable des fonds disponibles.

Nous visons toujours à accroître l'efficacité globale de nos activités et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne que par le biais d'acquisitions.

(signé) Lino Saputo
Lino Saputo
Président du conseil d'administration

(signé) Lino A. Saputo, Jr.
Lino A. Saputo, Jr.
Chef de la direction
et vice-président du conseil d'administration

Le 7 novembre 2013

AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Saputo inc. pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur indépendant.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Revenus	2 230 326 \$	1 745 372 \$	4 403 860 \$	3 443 707 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement (note 4)	1 989 938	1 529 757	3 921 376	3 025 079
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	240 388	215 615	482 484	418 628
Amortissement	35 700	27 083	69 978	54 310
Intérêts sur la dette à long terme	12 978	5 820	25 891	11 576
Autres charges financières (note 9)	3 583	672	5 963	1 273
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	188 127	182 040	380 652	351 469
Impôts sur les bénéfices	54 830	52 386	110 607	99 991
Bénéfice net	133 297 \$	129 654 \$	270 045 \$	251 478 \$
Résultat par action (note 8)				
Bénéfice net				
De base	0,68 \$	0,66 \$	1,38 \$	1,27 \$
Dilué	0,67 \$	0,65 \$	1,36 \$	1,25 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	133 297 \$	129 654 \$	270 045 \$	251 478 \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés aux résultats :</i>				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(61 360)	(55 253)	18 486	(30 744)
Gain non réalisé sur couvertures de flux de trésorerie ¹ (note 10)	(1 719)	-	5 392	-
Autres éléments du résultat global	(63 079)	(55 253)	23 878	(30 744)
Résultat global	70 218 \$	74 401 \$	293 923 \$	220 734 \$

¹ Après impôts sur les bénéfices (économie) de (597) \$ et 1 874 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, respectivement (Néant en 2012).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)
(non audités)

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2013								
	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'option d'achat	Total des réserves		
Solde au début de la période	196 619	663 275 \$	(5 730) \$	(3 660) \$	47 439 \$	38 049 \$	1 604 348 \$	2 305 672 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	270 045	270 045
Autres éléments du résultat global	-	-	18 486	5 392	-	23 878	-	23 878
Résultat global	-	-	-	-	-	-	-	293 923
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(85 820)	(85 820)
Régime d'option d'achat d'actions (note 7)	-	-	-	-	7 814	7 814	-	7 814
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	640	16 194	-	-	-	-	-	16 194
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	-	3 264	-	-	(3 264)	(3 264)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	796	796	-	796
Actions rachetées et annulées	(2 957)	(10 124)	-	-	-	-	(129 866)	(139 990)
Actions rachetées et non annulées	(106)	(363)	-	-	-	-	(4 811)	(5 174)
Solde à la fin de la période	194 196	672 246 \$	12 756 \$	1 732 \$	52 785 \$	67 273 \$	1 653 896 \$	2 393 415 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012								
	Capital-actions		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'option d'achat	Total des réserves		
Solde au début de la période	199 038	629 606 \$	(29 864) \$	- \$	38 836 \$	8 972 \$	1 467 108 \$	2 105 686 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	251 478	251 478
Autres éléments du résultat global	-	-	(30 744)	-	-	(30 744)	-	(30 744)
Résultat global	-	-	-	-	-	-	-	220 734
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(78 959)	(78 959)
Régime d'option d'achat d'actions (note 7)	-	-	-	-	6 716	6 716	-	6 716
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	602	13 137	-	-	-	-	-	13 137
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	-	2 847	-	-	(2 847)	(2 847)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	1 048	1 048	-	1 048
Actions rachetées et annulées	(2 686)	(8 609)	-	-	-	-	(102 467)	(111 076)
Solde à la fin de la période	196 954	636 981 \$	(60 608) \$	- \$	43 753 \$	(16 855) \$	1 537 160 \$	2 157 286 \$

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)

Aux	30 septembre 2013 (non audités)	31 mars 2013 (audités)
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 093 \$	43 177 \$
Débiteurs	605 729	624 553
Stocks	802 466	770 158
Impôts à recevoir	1 625	2 786
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	72 947	71 882
	1 517 860	1 512 556
Immobilisations	1 653 535	1 617 195
Goodwill	1 588 119	1 569 592
Marques de commerce et autres actifs incorporels	451 049	454 876
Autres éléments d'actif	28 776	29 962
Impôts différés	10 903	9 459
	5 250 242 \$	5 193 640 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 5)	246 689 \$	181 865 \$
Créditeurs et charges à payer	731 823	748 318
Impôts à payer	105 428	144 064
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	264 545	152 400
	1 348 485	1 226 647
Dette à long terme (note 6)	1 211 666	1 395 900
Autres éléments de passif	64 377	74 101
Impôts différés	232 299	191 320
	2 856 827	2 887 968
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 7)	672 246	663 275
Réserves	67 273	38 049
Bénéfices non distribués	1 653 896	1 604 348
	2 393 415	2 305 672
	5 250 242 \$	5 193 640 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	133 297 \$	129 654 \$	270 045 \$	251 478 \$
Ajustements pour :				
Rémunération à base d'actions	5 332	4 465	10 565	8 771
Intérêts et autres charges financières	16 561	6 492	31 854	12 849
Impôts sur les bénéfices	54 830	52 386	110 607	99 991
Amortissement	35 700	27 083	69 978	54 310
Gain sur la cession d'immobilisations	(361)	(13)	(414)	(22)
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(3 953)	(3 114)	(5 263)	(5 475)
	241 406	216 953	487 372	421 902
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(13 177)	1 769	(46 303)	19 439
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	228 229	218 722	441 069	441 341
Intérêts et autres charges financières payés	(10 756)	(602)	(31 647)	(12 821)
Impôts sur les bénéfices payés	(35 156)	(33 437)	(107 515)	(98 978)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	182 317	184 683	301 907	329 542
Investissement				
Ajouts aux immobilisations	(47 420)	(29 583)	(97 507)	(59 230)
Produit sur la cession d'immobilisations	369	432	449	746
Autres	1 676	(1 935)	763	(1 022)
	(45 375)	(31 086)	(96 295)	(59 506)
Financement				
Emprunts bancaires	48 929	(48 423)	72 830	(88 142)
Remboursement de la dette à long terme	(38 636)	-	(78 079)	-
Émission de capital-actions	6 353	5 320	16 194	13 137
Rachat de capital-actions	(59 773)	(60 416)	(139 990)	(116 162)
Dividendes	(85 820)	(78 959)	(85 820)	(78 959)
	(128 947)	(182 478)	(214 865)	(270 126)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 995	(28 881)	(9 253)	(90)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(438)	(1 206)	1 169	(1 311)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	27 536	172 823	43 177	144 137
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	35 093 \$	142 736 \$	35 093 \$	142 736 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis et de l'Argentine ainsi que des produits de boulangerie à partir du Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 7 novembre 2013, la publication des états financiers pour la période terminée le 30 septembre 2013.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 - Information financière intermédiaire, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) ont été omises ou résumées. Les conventions comptables et méthodes de calcul appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles appliquées par la Société dans ses états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, à l'exception de l'impact de l'adoption des normes, interprétations et amendements décrits plus bas. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés devraient être lus conjointement avec ces états financiers consolidés audités.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MIS EN ŒUVRE

IFRS 9 - Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39 - Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La publication de cette IFRS représente la phase initiale du projet à long terme et fournit des indications sur la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme comptable révisée sur ses états financiers.

IAS 36 - Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des amendements à IAS 36 qui n'exigent plus la divulgation des montants recouvrables sur chaque unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités pour lesquelles une portion significative de la valeur comptable totale du goodwill (ou d'autres actifs incorporels avec une durée de vie utile indéterminée) leur a été allouée. L'IASB clarifie que cette exigence est seulement applicable dans l'éventualité d'une dépréciation ou d'un renversement de dépréciation. Cet amendement est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et aucune incidence sur les états financiers de la Société n'est prévue suite à son adoption.

IAS 39 - Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à IAS 39 qui clarifient le fait que la comptabilité de couverture ne prend pas fin en raison de la novation, sous certaines circonstances, d'un dérivé qui a été désigné comme un instrument de couverture. Auparavant, sous IAS 39, la novation de dérivés résultait en la cessation de la comptabilité de couverture. Cet amendement est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et aucune incidence sur les états financiers de la Société n'est prévue suite à son adoption.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS MIS EN ŒUVRE AU COURS DE LA PÉRIODE

Les normes qui suivent ont été mises en œuvre par la Société le 1^{er} avril 2013 :

IFRS 7 - Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 32 – Instruments financiers : Présentation

L'IASB a publié des amendements à IFRS 7 et IAS 32 en décembre 2011 qui clarifient les exigences pour compenser les actifs et passifs financiers, incluant une révision des exigences sur les informations à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont compensés. Les amendements à IFRS 7 et IAS 32 sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ou du 1^{er} janvier 2014, respectivement.

Les amendements apportés à ces normes n'ont eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013, en raison du nombre insuffisant d'arrangements compensatoires prévus par ces exigences.

IFRS 10 - États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10 en mai 2011, qui remplace des parties de IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. Cette nouvelle norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et exige l'application rétrospective. IFRS 10 établit des principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés et plus spécifiquement identifie le critère pour l'inclusion d'une autre entité dans les états financiers consolidés en établissant le contrôle comme base la plus pertinente pour la consolidation.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les méthodes et les pratiques de consolidation des états financiers de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013, étant donné que la Société détient en propriété exclusive les capitaux propres et les participations avec droit de vote de ses filiales.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

L'IASB a publié IFRS 12 en mai 2011 et est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme exige d'une entité de divulguer de l'information qui permet aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les risques associés à des intérêts détenus dans des filiales, entreprises associées, partenariats et entités structurées non consolidées, de même que les incidences de ces intérêts détenus sur sa situation financière, sa performance financière et sa trésorerie.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 en mai 2011 et est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette IFRS définit la juste valeur, délimite en une seule norme un cadre pour son évaluation et exige des informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les méthodes de calculs ou méthodologies utilisées par la Société pour déterminer la juste valeur pour la période terminée le 30 septembre 2013.

IAS 1 - Présentation des états financiers

L'IASB a amendé IAS 1 en juin 2011, incorporant des modifications pour refléter de nouvelles exigences pour la présentation des résultats et du résultat global dans leur état respectif. IAS 1 exige maintenant que les items du résultat global soient classés séparément dans l'état en fonction du reclassement subséquent à l'état des résultats. Ces modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

À la suite de l'application de cette norme amendée, l'état du résultat global présente distinctement et de façon rétroactive les éléments qui pourront être reclassés dans le bénéfice net et ceux qui ne le seront pas.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

IAS 16, Immobilisations corporelles

L'IASB a modifié IAS 16 en mai 2012, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La norme modifiée exige que les pièces de rechange, le matériel d'entretien et les pièces de sécurité soient présentés comme des immobilisations corporelles lorsqu'ils respectent la définition d'une immobilisation corporelle en conformité avec IAS 16. S'ils ne respectent pas la définition, la norme exige qu'ils soient présentés dans les stocks.

La mise en application de cette norme amendée n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013.

IAS 19 (modifiée), Avantages du personnel

L'IASB a modifié IAS 19 en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, une société est tenue d'utiliser le même taux d'actualisation pour calculer l'obligation au titre des prestations déterminées et le rendement attendu des actifs du régime. La norme modifiée exige également l'inclusion des charges d'administration dans le coût des services rendus. Les obligations d'information ont également été modifiées de manière à exiger la présentation d'informations supplémentaires sur les régimes de retraite à prestations déterminées, de manière à améliorer la présentation des informations concernant les risques auxquels une société offrant ce type de régime est exposée. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La mise en application de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Société pour la période terminée le 30 septembre 2013.

NOTE 4 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Variations des inventaires de produits finis et de produits en cours	36 977 \$	31 300 \$	(870) \$	35 802 \$
Matières premières et consommables utilisés	1 536 092	1 193 169	3 094 903	2 368 876
Perte (gain) sur change	1 110	(285)	381	(818)
Avantages du personnel	226 393	177 104	453 106	355 851
Frais de vente	63 629	58 632	128 945	123 500
Autres frais généraux et d'administration	125 737	69 837	244 911	141 868
Coûts d'opération totaux	1 989 938 \$	1 529 757 \$	3 921 376 \$	3 025 079 \$

NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation			Montant utilisé	
		Équivalent en devise			30 septembre 2013	31 mars 2013
		canadienne	Devise de base			
Amérique du Nord-Devise US	Juillet 2017 ¹	133 939	130 000 USD	1 716 \$	- \$	
Amérique du Nord-Devise CAD	Juillet 2017 ¹	381 211	370 000 USD	146 353	116 113	
Argentine	Annuelle ²	121 233	683 000 ARS	94 805	61 950	
Autres	Annuelle ³	18 607	13 400 EUR	3 815	3 802	
		654 990		246 689 \$	181 865 \$	

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt à des taux locaux variant entre 4 % et 16 % et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Facilité de prêt bancaire à terme non garantie		
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche USD 350 000 000 \$)	244 696 \$	317 500 \$
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2016 (tranche CAD 850 000 000 \$)	850 000	850 000
Effets de premier rang non garantis ¹		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	51 515	50 800
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
	1 476 211 \$	1 548 300 \$
Tranche échéant à moins d'un an	264 545	152 400
	1 211 666 \$	1 395 900 \$

NOTE 7 CAPITAL ACTIONS

Émis

	30 septembre 2013	31 mars 2013
194 196 187 actions ordinaires (196 619 440 actions ordinaires au 31 mars 2013)	672 246 \$	663 275 \$

Régime d'option d'achat d'actions

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de six mois, a varié de la façon suivante :

	30 septembre 2013		30 septembre 2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	8 375 931	30,78 \$	8 484 524	25,92 \$
Options octroyées	2 065 269	51,10 \$	1 884 991	42,96 \$
Options levées	(640 447)	25,29 \$	(602 228)	21,81 \$
Options annulées	(144 199)	41,51 \$	(101 724)	27,72 \$
Solde à la fin de la période	9 656 554	35,33 \$	9 665 563	29,48 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2014 est de 51,10 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (42,96 \$ pour l'exercice 2013).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2014 a été estimée à 11,53 \$ par option (10,26 \$ pour l'exercice 2013) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,34%	1,63%
Durée prévue des options	5,5 ans	5,5 ans
Volatilité	26,96%	28,28%
Taux de dividendes	1,66%	1,76%

Une charge de rémunération de 3 829 000 \$ (3 258 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 7 814 000 \$ (6 676 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, respectivement. Une charge de rémunération de 3 446 000 \$ (3 037 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 6 716 000 \$ (5 910 000 \$ après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2012, respectivement.

NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	133 297 \$	129 654 \$	270 045 \$	251 478 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	195 001 689	197 449 628	195 805 253	198 241 384
Options dilutives	2 508 002	2 949 343	2 660 281	3 041 645
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	197 509 691	200 398 971	198 465 534	201 283 029
Bénéfice de base par action	0,68 \$	0,66 \$	1,38 \$	1,27 \$
Bénéfice dilué par action	0,67 \$	0,65 \$	1,36 \$	1,25 \$

Lors du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2013, 2 021 481 options ont été exclues du calcul puisque leur prix d'exercice est supérieur à la valeur de marché moyenne des actions de la période (3 082 711 options pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 septembre 2012).

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du bénéfice par action à la date de rachat.

NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Charges financières ¹	3 688 \$	743 \$	6 192 \$	1 523 \$
Revenus financiers ²	(105)	(71)	(229)	(250)
	3 583 \$	672 \$	5 963 \$	1 273 \$

¹ Incluent les intérêts sur les emprunts bancaires, les frais bancaires et l'amortissement de frais de financement.

² Incluent les intérêts gagnés sur les excédents de trésorerie.

NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable d'autres instruments financiers aux 30 septembre 2013 et 31 mars 2013.

	30 septembre 2013		31 mars 2013	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Autres actifs répondant à la définition d'un instrument financier	113 \$	116 \$	198 \$	204 \$
Dette à long terme	1 502 728 \$	1 476 211 \$	1 583 380 \$	1 548 300 \$
Swaps dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2 334 \$	2 334 \$	(4 932) \$	(4 932) \$

NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

En date du 1^{er} avril 2013, la Société a réaligné sa structure de présentation de l'information financière en lien avec sa structure d'exploitation et présente maintenant l'information en fonction de trois secteurs géographiques. Le Secteur Canada inclut la Division Produits laitiers (Canada) et la Division Boulangerie. Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Finalement, le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Argentine) et la Division Ingrédients laitiers. La Division Ingrédients laitiers comprend les ventes nationales et d'exportation d'ingrédients, ainsi que l'exportation de fromages de nos divisions nord-américaines.

	Pour les périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Pour les périodes de six mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012 (Reclassés)	2013	2012 (Reclassés)
Revenus				
Canada	920 536 \$	892 206 \$	1 816 584 \$	1 784 126 \$
États-Unis	1 078 570	632 712	2 131 891	1 214 118
International	231 220	220 454	455 385	445 463
	2 230 326 \$	1 745 372 \$	4 403 860 \$	3 443 707 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices				
Canada	116 662 \$	116 195 \$	232 359 \$	234 161 \$
États-Unis	107 943	89 080	220 537	159 940
International	15 783	10 340	29 588	24 527
	240 388 \$	215 615 \$	482 484 \$	418 628 \$
Amortissement				
Canada	13 759 \$	14 167 \$	26 868 \$	28 325 \$
États-Unis	20 733	11 727	40 734	23 559
International	1 208	1 189	2 376	2 426
	35 700 \$	27 083 \$	69 978 \$	54 310 \$
Intérêts et autres charges financières	16 561	6 492	31 854	12 849
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	188 127	182 040	380 652	351 469
Impôts sur les bénéfices	54 830	52 386	110 607	99 991
Bénéfice net	133 297 \$	129 654 \$	270 045 \$	251 478 \$

NOTE 12 ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT

Le 7 octobre 2013, la Société a fait l'annonce d'une offre publique d'achat visant la société laitière australienne Warrnambool Cheese and Butter Factory Company Holdings Limited (Warrnambool). Les administrateurs de Warrnambool ont, à l'unanimité, recommandé aux actionnaires de Warrnambool d'accepter l'offre de la Société, en l'absence d'une proposition supérieure. L'offre, qui a été déposée le 30 octobre 2013, est assujettie à un nombre limité de conditions (y compris l'autorisation requise pour un investissement étranger et le dépôt de plus de 50 % des actions). D'après le capital-actions émis actuel de Warrnambool, le prix d'achat de toutes les actions de Warrnambool serait d'environ 444 000 000 \$ et sera financé au moyen d'un nouveau prêt bancaire à terme de trois ans de 500 000 000 \$ de la Société. Rien ne garantit que l'offre de la Société réussira en totalité ou en partie, étant donné que Warrnambool est également visée par d'autres offres publiques d'achats et propositions non sollicitées.

Une nouvelle facilité de prêt bancaire à terme a été signée le 17 octobre 2013 et met à disposition jusqu'à 500 000 000 \$ pour l'acquisition potentielle de Warrnambool ou à des fins corporatives générales. Ce prêt permet des tirages multiples jusqu'au 31 décembre 2014. Ce prêt est non garanti et porte intérêt au taux préférentiel des prêteurs majoré de 1 % ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 %, jusqu'à un maximum de 2,0 %, selon un ratio financier de la Société. Cette facilité est sujette à des remboursements en capital trimestriels obligatoires de 15 625 000 \$, le premier paiement étant dû le 31 mars 2014. Le solde final est dû à l'échéance, soit trois ans après la date du premier tirage.